

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-20231006-ARR2023_587



**PRÉFET
DU CALVADOS**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

OUISTREHAM RIVA-BELLA

31 AOÛT 2023

Courrier N°

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **CAMPING TOHAPI RIVA BELLA
ERP N° E 488 00262 000**

OBJET : **VISITE DE RECEPTION – PC N° 014 488 22 R 0050**

EXPLOITANT : **SAS VACANCESELECT**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **1 RUE DE LA HAIE BRETON**

ACTIVITE(S) : **ETABLISSEMENT DE PLEIN AIR / SPORTIVE**

TYPE(S) : **PA / X**

CATEGORIE : **300 Personnes**

Le 29 août 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 11 août 2023.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN

à la poursuite de l'exploitation

AVIS FAVORABLE

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,


Pierre CAVARO

Document annexe comportant 5 feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mis en ligne le 10/10/2023 à 14h12

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-20231006-ARR2023_587

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compteur rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **CAMPING TOHAPI RIVA BELLA
ERP N° E 488 00262 000**

OBJET : **VISITE DE RECEPTION – PC N° 014 488 22 R 0050**

EXPLOITANT : **SAS VACANCESELECT**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **1 RUE DE LA HAIE BRETON**

ACTIVITE(S) : **ETABLISSEMENT DE PLEIN AIR / SPORTIVE**

TYPE(S) : **PA / X**

CATEGORIE : **300 Personnes**

Le 29 août 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 11 août 2023.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-20231006-ARR2023_587

Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados



**PREFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

N/Réf. : AP/PB/2023 – VR110823 – Camping Tohapi Riva Bella - Ouistreham
Affaire suivie par : Commandant Anthony PHILIPPE
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Camping Tohapi Riva Bella – 1 rue de la Haie Breton à Ouistreham – ERP N° E 488 00262 000

Réf. : Visite de réception conformément à l'article R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV d'étude de la commission en date du 17/01/2023.

Le 11 août 2023, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement en a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. QUIURIN :	Conseiller Municipal Tourisme de la ville de Ouistreham.
CDT PHILIPPE :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. LECROSMIER :	Responsable Technique.
M. JAKIJAIW :	Responsable Travaux Groupe Siège.
M. VATI :	Directeur du Camping.

PC

DESCRIPTION

La visite concerne la réception d'un bassin extérieur à proximité de la piscine existante et d'un bar restaurant.

Après travaux, les piscines forment un site de plein air composé :

- d'un bassin extérieur de 150 m² avec plage de 539 m²
- d'une piscine transformable (existante classée en 5^{ème} catégorie de type X)
- d'un toboggan (avec bassin de réception intégré)

Le bar est hors enceinte, il ne fait pas partie du site de plein air.

L'enceinte est évacuable par une issue de 180 cm au niveau de la plage extérieure, une issue de 140 cm au niveau de la piscine existante et deux sorties de 90 cm au niveau des pédiluves.

Sa défense extérieure contre l'incendie n'est pas précisée dans le dossier.

EFFECTIF

En application des dispositions des articles PA 2, PE 3 § 1 et X2, l'effectif est déterminé à raison de 3 p / 2 m² de plan d'eau pour la piscine de plein air soit 225 personnes à laquelle il convient d'ajouter l'effectif de la piscine transformable soit 146 personnes.

L'effectif à retenir pour les piscines est de 371 personnes.

La piscine existante est un établissement recevant du public du 2^{ème} groupe classé en 5^{ème} catégorie de type X avec un effectif de 146 personnes. Il est donc notamment soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation (CCH) et de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié, relatif aux petits établissements

CLASSEMENT

Le site délimité par l'enceinte de la piscine forme un établissement de plein air du 1^{er} groupe avec un effectif de 371 personnes.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêtés du 6 janvier 1983 et du 14 juin 1982 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types PA et X.
- 4°) Arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP pour les établissements relevant de la 5^{ème} catégorie ;
- 5°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 6°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 7°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

✓ Vu le :

- RVRAT de Qualiconsult du 20/07/2023 de sécurité
- PV de réception des travaux pour les clôtures de la piscine du 26/07/2023
- PV de réception des travaux de menuiserie du 26/07/2023
- PV de réception des travaux du toboggan du 26/07/2023
- PV de réception des travaux d'électricité du 26/07/2023

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**
CONSTATATIONS

- 1) Ventiler les locaux de stockage des produits d'entretien de la piscine (X3 – annexes).
- 2) Evacuer les matériaux de chantier stockés autour des locaux de stockage des produits d'entretien de la piscine (R 143-41 du CCH).
- 3) Placer des extincteurs CO2 adaptés aux risques près des locaux techniques et électriques (MS 39).
- 4) Limiter l'emploi de rallonges électriques et adapter le nombre de prises de courant à l'utilisation (art. EL 11).

Prescriptions permanentes

a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître

- la conduite à tenir en cas d'incendie
- la manipulation des moyens de secours,
- le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
- le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
- l'accueil des engins de secours
- le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.
Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.

c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).

d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).

e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).

f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).

g°) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

- h°) Pour les locations de salle : Prévoir un cahier des charges précisant aux locataires : le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.

Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

- i°) Pour les activités périscolaires : Lors des activités périscolaires, l'agent responsable doit être nommément identifié et figurer sur le registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera 'décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

REÇU EN PREFECTURE

le 10/10/2023

Des consignes précises conformes aux normes constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer l'art. M5 47 ou PE 271.

22_AV-014-211404884-20231006-ARR2023_587

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.
